

## **GRAND DEBAT SUR L'ECOLE**

### **SYNTHESE DE LA REUNION ORGANISEE AU RECTORAT DE BORDEAUX LE 11 DECEMBRE 2003 A 14 HEURES**

La séance est ouverte par Monsieur le Recteur d'Académie : historique rapide et rappel du contexte actuel qui conduit à la préparation d'une nouvelle loi d'orientation après consultation générale de tous les publics concernés (membres divers de l'Education Nationale, parents, associations, ensemble de la population) et des divers moyens mis en application pour cette consultation : voie directe par Internet, réunion dans la totalité des établissements scolaires, les services administratifs, les lieux publics mis à disposition.

La réunion se poursuit, après son départ, avec une introduction par l'animateur de la réunion, médiateur de l'Académie et ancien proviseur de lycée. Il rappelle les modalités de la réunion : consultation préalable par courrier électronique pour le choix des trois questions retenues. 167 réponses lui sont parvenues, 67 pour la question « *Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités* » ; 63 concernent la question « *Comment organiser l'orientation des élèves* », et 60 ont retenu la question « *Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves* ».

Cinquante personnes environ assistent au débat. Les transitions naturelles vont conduire à traiter les deux dernières questions dans l'ordre inverse de celui établi par le quota des réponses.

#### **I- Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités.**

On constate une aggravation sensible des manifestations violentes ces dernières années, relevées et peut-être dramatisées par les relais de presse et télévision. Si ces manifestations sont évidemment variables d'un établissement à l'autre, elles tendent à fragiliser l'Institution et conduisent parfois à un raidissement du corps enseignant.

Le paradigme d'incivilité recouvre cependant des concepts extrêmement différents qu'il faudrait préciser.

Le temps normal de présence d'un enfant à l'intérieur de l'école étant inférieur à celui qu'il est censé passer au sein de sa famille, il convient bien de relativiser la responsabilité de l'établissement dans cette montée en puissance de la violence ou des incivilités.

La relation entre cette violence et la situation fréquente d'échec scolaire est tout de suite évoquée. L'exclusion ressentie par l'élève au sein de sa classe entraîne sans aucun doute les réactions par lesquelles il contribue à s'exclure encore davantage de la communauté éducative par son propre comportement. L'élève demande le respect.

L'école doit-elle assumer, en plus de sa mission d'instruire, celle de pallier les déficiences d'un encadrement familial ? Joue-t-elle un rôle suffisant de rétablissement de l'égalité ? Le plan Langevin-Wallon n'a jamais été appliqué alors qu'il apparaît comme la base démocratique d'un système scolaire idéal.

Il conviendrait tout d'abord d'identifier précisément les lieux et conditions dans lesquels cette violence se manifeste et sa nature, puis de redéfinir les missions de l'école, afin de mieux préparer les élèves à en sortir avec suffisamment d'atouts pour exercer une vie de citoyen adulte et responsable. Or 12% des élèves quittent la vie scolaire sans maîtriser la lecture.

L'école reste un sanctuaire fermé aux activités diverses que pourraient y partager enfants et parents (comme au Brésil par exemple). Mais *a contrario*, certains attendent de l'école qu'elle réponde à un désir consumériste, plutôt qu'à un apprentissage du savoir.

Comment organiser la vie à l'intérieur d'un établissement scolaire ? Avec un plus grand accueil et une réelle participation des parents, comme cela se produit dans certaines micro structures expérimentales ; ne pas « convoquer » ponctuellement les parents, mais les inviter et les inciter davantage à participer à la vie scolaire de leur enfant.

Il s'agit également de se demander non pas *comment*, mais *jusqu'où* l'école doit prendre en charge la remédiation aux problèmes de comportement. Doit-elle faire face à tout et se substituer à l'éducation parentale ? Les internats sont évoqués, comme palliatif de la défaillance ou l'échec de l'éducation familiale. Dans des établissements privés, une note sur la discipline compte autant qu'une note obtenue dans une matière principale. Et c'est une solution envisageable lorsque le parent défaillant à lui-même connu un échec scolaire. Mais certains internats n'évitent pas la violence en leur sein.

Des moyens d'encadrement accrus et mieux utilisés, une meilleure formation des maîtres, une écoute plus attentive de certaines manifestations violentes plus silencieuses (comportement suicidaire de certains adolescents), sont des éléments de réponse.

Mais l'école reste le reflet de la société, la violence lui est d'abord extérieure, et l'on ne saurait attendre de sa mission qu'elle se substitue entièrement à une éducation civique qui doit être aussi dispensée à l'extérieur, et en particulier au sein de la famille. Dans des zones particulièrement sensibles, on a constaté qu'une dynamique particulière de quartiers, la possibilité de s'investir dans des projets personnels valorisants, un dialogue ouvert enseignant le respect mutuel, faisaient baisser le niveau de délinquance.

#### Synthèse partielle par l'animateur :

- ◆ Nécessité d'analyser le niveau réel des situations incriminées dans les établissements.
- ◆ Améliorer l'information et la formation de tous les personnels d'un établissement scolaire et de tous les membres de la communauté scolaire.
- ◆ Insister sur le « *savoir communiquer* » comme partie intégrante des savoirs fondamentaux.

#### Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

On constate que 12 à 20% des élèves ne profitent pas de leur passage par l'école et gênent l'Institution elle-même. Or les pratiques enseignantes ne sont pas connues. On sait en revanche que le système d'évaluation prend insuffisamment en compte les progressions individuelles modestes, et met souvent « la barre trop haute » dès le départ.

Le caractère hétérogène des classes, la constitution d'un groupe-classe auquel un élève de tel âge appartient et qu'il se doit de suivre, ne permettent pas à un élève en difficulté dans une discipline de progresser à son rythme. Toute progression n'est pas forcément linéaire ou liée à la date de naissance. De surcroît, l'élève n'est pas souvent partie prenante du projet éducatif qu'on lui soumet et qui peut ne pas correspondre à ses besoins.

L'existence de banques de données académiques sur les pratiques enseignantes permettrait à chaque enseignant de compléter sa formation avec ses pairs. Mais il faut pour les alimenter convaincre les enseignants de l'intérêt à faire connaître leurs actions.

Une évaluation positive encouragerait l'élève en difficulté en le rassurant alors qu'il lui est difficile de s'auto évaluer. Une évaluation sur les mêmes exigences éviterait la catastrophique injonction paradoxale.

Faut-il remettre en cause le statut des enseignants ? On pourrait envisager la création d'un binôme à la tête de l'établissement : un directeur et un animateur pédagogique, avec obligation faite aux enseignants de travailler en équipe. Enseigner est difficile, et on ne peut bien le faire qu'en aimant réellement les élèves et en prenant plaisir à exercer son métier. Mais travailler en équipe, ce qui ne peut se décréter, c'est aussi reconnaître à un moment donné qu'on ne sait pas comment faire, et consulter les autres. Un plus grand accompagnement pédagogique serait souhaitable, qui proposerait des méthodes. Or la formation continue actuelle est proposée sans identification réelle avec les besoins des équipes d'établissements et leurs projets. D'autre part, si les enseignants connaissent plus ou moins les programmes de la discipline qu'ils enseignent, ils méconnaissent les compétences transversales attendues.

Les nouveaux enseignants en particulier devraient pouvoir bénéficier d'un accompagnement de proximité, et le rôle des inspecteurs devrait être plus pédagogique qu'évaluatif. Ce rapport de hiérarchie, contesté par les enseignants, se retrouve dans le rapport d'autorité qu'ils établissent à leur tour avec leurs élèves.

Mais la classe n'est pas forcément le lieu unique de formation d'un enfant : penser également aux apprentissages, revaloriser l'enseignement professionnel. Il ne peut de toute manière y avoir de transmission du savoir si l'élève n'a pas été associé à un « contrat de classe » donnant du sens à ce qu'on lui apprend.

Ne pas oublier que le pourcentage d'élèves démotivés est aussi la conséquence de l'existence d'un système général et global qui s'adresse à tous, et que la démotivation trouve aussi parfois son origine au sein de la famille : mauvais souvenirs scolaires d'un parent, parfois dévalorisation de l'enseignant dans le discours parental, ignorance des activités et programmes de l'enfant. Les manuels scolaires, certains programmes (maths modernes par exemple) ne favorisent pas le suivi de l'enfant lorsqu'il rentre chez lui.

#### Synthèse partielle de l'animateur :

- ◆ Motiver les élèves, c'est valoriser leur travail, leurs efforts, leurs progrès, en ne cherchant pas uniquement à former une élite. C'est ne pas dévaloriser à leurs yeux l'enseignant. C'est aider les parents à s'y retrouver, et les enseignants à surmonter leurs difficultés.
- ◆ La création d'un « *livret-parent* » associé aux programmes et référentiels et aux manuels scolaires pourrait être envisagée, au même titre que le livret-élève et le livret-professeur. Insister sur le « *pourquoi, à quoi ça sert* ».
- ◆ Peut-être conviendrait-il également de revoir certains coefficients faibles affectés à certaines disciplines lors des examens, et qui conduisent l'élève à délaisser ce qui ne sera pas « rentable ».

### III- Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Le système actuel repose sur une orientation par l'échec. C'est seulement pour celui qui l'a volontairement choisi, que le secteur professionnel est enrichissant. Notre culture, notre société, nous conduisent à concevoir encore certaines orientations et certains métiers comme dévalorisants. En conséquence, l'orientation par l'échec est non seulement traumatisante, mais catastrophique. Cette discrimination est également le fruit de la méconnaissance totale, de la part des enseignants, du monde de l'usine ou de l'entreprise. Hors de la voie royale, point de salut. Or, des métiers existent, et des possibilités réelles de promotions internes plus tard. Certains adultes titulaires de maîtrise ou de doctorat sont chômeurs, alors que des métiers manuels ou artisanaux sont en déshérence. Nombreux sont ceux qui ignorent, par exemple, les multiples possibilités offertes par des sections comme la chaudronnerie (on peut être chaudronnier dans le secteur aéronautique...).

L'orientation des filles est particulièrement problématique dans les filières scientifiques ou dans l'apprentissage de métiers auxquels une étiquette encore trop sexiste reste attachée.

*Quand* orienter ? Une orientation prématurée est mauvaise : tel élève en difficulté en 5<sup>e</sup> se révélera plus tard. Mais il convient aussi d'envisager des paliers successifs d'orientation, avec de vraies passerelles, qui ne sont souvent que théoriques.

On se heurte à deux vrais problèmes :

- ◆ L'orientation reste souvent liée à l'origine sociale de l'individu élève. Le parent chômeur souhaite que son enfant ne connaisse pas le même sort, et le parent qui exerce un « bon métier » attend de son enfant la même réussite sociale.
- ◆ L'orientation idéale devrait tenir compte de plusieurs paramètres : les goûts de l'élève ; les chances de débouchés à l'issue de la filière choisie. Toute orientation dans une filière qui méconnaît l'offre d'emploi qui lui fera suite est à proscrire.

Cependant on ne peut négliger l'importance des résultats scolaires : le nombre de places disponibles dans un établissement (filière professionnelle essentiellement) est limité. La capacité d'accueil réduite conduit tout naturellement à y prendre en priorité les candidats les mieux placés, et à délaisser les autres.

Synthèse partielle de l'animateur:

- ◆ L'orientation doit tenir compte des goûts, capacités de l'élève (ne pas viser trop haut), mais aussi du tissu économique ambiant. Bénéficier d'une bonne orientation plutôt que la subir, s'épanouir, mais aussi trouver du travail plus tard. Valoriser la réussite sociale de ceux qui n'ont pas emprunté la « voie royale ».
- ◆ Eviter l'élitisme de certains LP porteurs, en augmentant la capacité d'accueil. Éviter les paliers définitifs.
- ◆ Permettre aux enseignants de développer leur connaissance du monde économique par des stages

**SYNTHESE GENERALE : TROIS PROPOSITIONS :**

Les trois questions choisies ont révélé leur étroite connexion :

**La violence scolaire est souvent liée au sentiment d'exclusion engendré par l'échec, et la démotivation de l'élève est la spirale vers l'échec. L'orientation, fondée trop souvent sur l'échec, ne parvient pas à le motiver...**

Les propositions :

- ◆ **Question 1 :** L'école ne peut être hors de la société : ouvrir davantage l'école sur son environnement, y accueillir et associer tous les acteurs.
  - ◆ **Question 2 :** Capitaliser les capacités des enseignants, donner du sens, inventer de réelles évaluations formatives, permettre des rythmes et des modes d'acquisition différents
  - ◆ **Question 3 :** Favoriser les passerelles, penser orientation en termes positifs et non négatifs, développer la validation des acquis d'expérience.
-